

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU

DE LA SÉANCE DU JEUDI 27 JUIN 2024 A 18 H 30
Salle polyvalente de Ruederbach, rue de la Tuilerie 68560 RUEDERBACH

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 21 juin 2024

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Antoine ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Jean-Claude EGGENSPIILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL (*à partir du point 8*), Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER (*à partir du point 4*), Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER et Monsieur Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Monsieur François COHENDET a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Annick GROELLY a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Michel PFLIEGER a donné procuration à Monsieur Germain GOEPFERT,
Monsieur Christophe SENDELIN a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à Monsieur André LEHMES,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Aurélio TOLOSA a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT.

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Marie FREUDENBERGER, Agnès HARNIST, Didier LEMAIRE, Clément LIBIS, Eliane OSINSKI, Isabelle PI-JOCQUEL (*jusqu'au point 7*), Philippe RUFI, Jean-Claude SCHIELIN, Isabelle STEFFAN, Philippe WAHL, Jean WEISENHORN (*pour les points 3 et 5*), Joseph-Maurice WISS.

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Stéphane STALLINI, Hervé WALTER (*jusqu'au point 3*).

Ordre du jour :

1.	DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE	79
2.	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 25 AVRIL 2024.....	79
3.	DECISION MODIFICATIVE N°2.....	79
4.	FIXATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA NOMENCLATURE M57	80
5.	ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2024	82
6.	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS	83
7.	MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT AUX AGENTS.....	89
8.	APPROBATION DU PROJET DE TERRITOIRE DU PETR DU PAYS DU SUNDGAU	90
9.	ZAC CARSPACH – CONVENTION D'ASSISTANCE A MAITRISE FONCIERE AVEC LA SAFER : VALIDATION DE L'ENTREE DE MISE EN RESERVE N°1	91
10.	CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	93
11.	DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE : INTEGRATION DE LA COMMUNE DE HOCHSTATT ET APPROBATION DE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE	93
12.	MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	94
13.	APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDESDORF, WINKEL ET WOLSCHWILLER.....	96
14.	CONTRAT DE CANAL DU RHONE AU RHIN BRANCHE SUD 2024-2033 : APPROBATION DE LA CONVENTION FINANCIERE 2024	101
15.	REVERSEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR	102
16.	DEMANDE D'EXONERATION DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES	103
17.	PARTICIPATION AU FONDS DE SAUVEGARDE DE LA MAISON ALSACIENNE DE LA CEA ET MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE.....	103
18.	SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 AU CONTRAT LOCAL DE SANTE	104
19.	COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL	105
20.	DIVERS	107

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 25 AVRIL 2024

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 25 avril 2024.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 25 avril 2024.

3. DECISION MODIFICATIVE N°2

Monsieur Jean WEISENHORN, Conseiller communautaire et Président de l'Association SUNDGAU ACCOMPAGNEMENT, a quitté la salle pendant la présentation et les débats et n'a pas pris part au vote.

Il convient d'apporter les modifications suivantes aux budgets suivants :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Chapitre	Antenne	HT	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
							DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
	01	2761	27		N	REMBOURSEMENT GARANTIES MARIE PIRE - complément de crédits			643 460,00	
ECONOMIE	61	60612	011	PLESSIER	O	ÉNERGIE - ÉLECTRICITÉ - pour les bornes de recharges	6 000,00			
ECONOMIE	61	611	011	PLESSIER	O	BORNES RECHARGES QP - CONTRAT MAINTENANCE DRIVECO	4 000,00			
ECONOMIE	61	6558	65		N	VERSEMENT CCI - LABEL QUALITE (subvention votée)	2 500,00			
	020	65748	65		N	SUBV AS RIESPACH + SUNDGAU ACCOM. + solde MEF	18 000,00			
ECONOMIE	61	706888	70	PLESSIER	N	BORNES RECHARGES QP - ENCAISSEMENT		5 000,00		
	01	021	021		N	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - équilibre fonctionnement				- 25 500,00
	01	023	023		N	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT - équilibre fonctionnement	- 25 500,00			
TOTAL							5 000,00	5 000,00	643 460,00	- 25 500,00

La section d'investissement est présentée en suréquilibre, selon le détail ci-dessous :

	DEPENSES	RECETTES	SUR EQUILIBRE
BUDGET PRIMITIF	8 512 929,00	12 159 967,00	3 647 038,00
DM1	8 812 929,00	12 119 967,00	3 307 038,00
DM2	9 486 389,00	12 094 467,00	2 608 078,00

BUDGET 00239 : BUDGET EAU REGIE

Nature	Chapitre	Antenne	HT	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
6262	011	INFO	O	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS - ajout d'un poste supplémentaire	12 000,00			
673	67		O	TITRES ANNULÉS (SUR EXERCICES ANTÉRIEURS) - annulation Marie Pire et refacturation sur le Fonds + annulation surestimation	80 000,00			
70111	70		O	VENTES D'EAU AUX ABONNES - refacturation		20 000,00		
021	021		O	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION - prélèvement de crédits				-72 000,00
023	023		O	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT - Prélèvement de crédits	-72 000,00			
2315	23		O	INSTALLATIONS, MATÉRIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - prélèvement de crédits			-72 000,00	
TOTAL					20 000,00	20 000,00	- 72 000,00	- 72 000,00

Monsieur Pierre BLIND souhaite obtenir des précisions quant au remboursement des emprunts de l'association Marie-Pire, dans le cadre de l'activation de la garantie accordée par la Communauté de Communes, et quels bâtiments sont concernés.

Monsieur Nicolas JANDER précise qu'il s'agit de cautions souscrites il y a plus de vingt ans sur le bâtiment de la blanchisserie et des foyers à Riespach. Il rappelle également la dangerosité de souscrire de telles garanties et de l'impact financier important en cas de faillite du débiteur principal.

Lors de sa réunion du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la décision modificative telle que détaillée ci-avant.

4. FIXATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA NOMENCLATURE M57

Par délibération n° DEL_063-2023 du 15 juin 2023, le Conseil Communautaire a fixé les durées d'amortissement des équipements et subventions des biens transférés.

Avec le passage à la M57, il convient de fixer de nouvelles durées pour le budget général. Les biens dont l'amortissement a déjà débuté, conserveront les durées appliquées lors de leur mise en service.

BUDGET M14 – 00200 BUDGET GENERAL

Classe	Libellé	DUREE en année	Nature Acq.	Nature Dép.	Nature Rec.	Neutral.
20421-5	BIENS MOBILIERS 5 ANS	5	20421	6811	280421	O
2145-30	CONSTRUCTIONS SUR SOL D AUTRUI - AGT & AMENAGE	30	2145	6811	28145	N
2148-50	CONSTRUCTION SOL D AUTRUI 50 ANS	50	2148	6811	28148	N
21568-7	AUTRE MATERIEL 7 ANS	7	21568	6811	281568	N

2231-50	BATIMENTS PUBLICS	50	22311	6811	282311	N
M202-10	Document d'urbanisme - création	10	202	6811	2802	N
M202-5	Document d'urbanisme - révision	5	202	6811	2802	N
M2031-5	Frais d'études non suivis réalisation	5	2031	6811	28031	N
M2033-1	Frais d'insertion non suivis de réalisation	1	2033	6811	28033	N
M204123-30	Subv Fibre optique	30	204123	6811	2804123	O
M204132-15	Subv Bâtiments et installations	15	204132	6811	2804132	O
M2041411-15	Subv biens mobiliers, matériel et études - 15 ans	15	2041411	6811	28041411	O
M2041412-15	Subv Bâtiments et installations - 15 ans	15	2041412	6811	28041412	O
M2041481-20	Subv biens mobiliers, matériel et études - 20 ans	20	2041481	6811	28041481	O
M2041482-15	Subv Bâtiments et installations - 15 ans	15	2041482	6811	28041482	O
M20415341-40	Subv biens mobiliers, matériel et études - 40 ans	40	20415341	6811	280415341	O
M20415342-15	Subv Bâtiments et installations - 15 ans	15	20415342	6811	280415342	O
M2041581-15	Subv biens mobiliers, matériel et études - 15 ans	15	2041581	6811	28041581	O
M204182-15	SIAC - Subvention EDF	15	204182	6811	2804182	O
M204412-15	Subv Bâtiments et installations	15	204412	6811	2804412	O
M2051-2	Logiciels	2	2051	6811	2805	N
M2087-5	Document d'urbanisme - Mis à dispo	5	2087	6811	28087	N
M2088-5	Site internet	5	2088	6811	28088	N
M2121-20	Plantations d'arbres et arbustes	20	2121	6811	28121	N
M2128-25	Aménagement de terrains de sport	25	2128	6811	28128	N
M21312-50	Bâtiments scolaires – gros oeuvre	50	21312	6811	281312	N
M21312-15	Bâtiments scolaires – second oeuvre	15	21312	6811	281312	N
M21314-50	Bâtiments culturels et sportifs – gros oeuvre	50	21314	6811	281314	N
M21314-15	Bâtiments culturels et sportifs – second oeuvre	15	21314	6811	281314	N
M21318-50	Autre bâtiment public – gros oeuvre	50	21318	6811	281318	N
M21318-15	Autre bâtiment public – second oeuvre	15	21318	6811	281318	N
M21351-15	Installations et agencement - Bâtiment publics	15	21351	6811	281351	N
M21352-15	Installations et agencement - Bâtiment privés	15	21352	6811	281352	N
M2138-25	Autres constructions	25	2138	6811	28138	N

M2151-25	Réseaux de voirie	25	2151	6811	28151	N
M2152-25	Installations de voirie	25	2152	6811	28152	N
M21534-25	Réseaux d'électrification	25	21534	6811	281534	N
M21538-40	Autres réseaux	40	21538	6811	281538	N
M215738-5	Autres matériels et outillages de voirie	5	215738	6811	2815738	N
M2158-5	Installation de matériel et outillages techniques	5	2158	6811	28158	N
M21728-25	Autres agencements et aménagements terrains - Mis à	25	21728	6811	281728	N
M21735-15	IGAAC constructions - Mis à dispo	15	21735	6811	281735	N
M21738-50	Autres constructions - Mis à dispo	50	21738	6811	281738	N
M217848-10	Mobiliers - Mis à dispo	10	217848	6811	2817848	N
M2181-10	Installation, aménagement divers	10	2181	6811	28181	N
M21828-8	Matériels de transports	8	21828	6811	281828	N
M21831-3	Matériels informatiques scolaires	3	21831	6811	281831	N
M21838-3	Autres matériels informatiques	3	21838	6811	281838	N
M21841-10	Matériels de bureaux et mobiliers scolaires	10	21841	6811	281841	N
M21848-10	Autres matériels de bureaux	10	21848	6811	281848	N
M2188-10	Autres immobilisations corporelles	10	2188	6811	28188	N

La reprise de la subvention d'équipement finançant une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'adopter les durées d'amortissement précitées.

Il dit que l'amortissement comptable est pratiqué *pro rata temporis*, à la mise en service du bien. Les dépenses sont amorties TVA comprises pour les budgets TTC et TVA non comprise pour les budgets HT.

5. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2024

Monsieur Jean WEISENHORN, Conseiller communautaire et Président de l'Association SUNDGAU ACCOMPAGNEMENT, a quitté la salle pendant la présentation et les débats et n'a pas pris part au vote.

Les associations qui sollicitent la Communauté de communes Sundgau pour l'obtention d'une subvention ont déposé un dossier de demande conformément au règlement d'attribution des subventions, faisant notamment apparaître le bilan financier N-1 et le budget prévisionnel.

Il est proposé, lors du Conseil communautaire, d'attribuer les subventions suivantes :

- Association Sportive Riespach 1959 : 166 € ;
- Sundgau Accompagnement : 28 000 € ;
- Maison de l'Emploi et de la Formation : 2 000 € (complément à la suite d'une erreur matérielle dans la délibération du Conseil du 4 avril dernier mentionnant une subvention globale de 10 000 € au lieu de 12 000 €).

Le Président rappelle que les subventions dont le montant annuel en numéraire dépasse la somme de 23 000 € prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, donnent lieu de manière obligatoire à la conclusion d'une convention précisant les objets, durées, montants, modalités de versement et conditions d'utilisation de la subvention.

Dans ce contexte, et compte tenu des propositions d'attribution de subventions aux associations ci-dessus, il est proposé de conclure une convention d'objectif avec Sundgau Accompagnement.
Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions suivantes :

- 166 € à l'Association Sportive Riespach 1959 ;
- 28 000 € à l'association Sundgau Accompagnement ;
- 2 000 € à la Maison de l'Emploi et de la Formation.

Il décide de conclure une convention d'objectifs avec Sundgau Accompagnement.

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2024, chapitre 65, article 65748, où les crédits nécessaires ont été inscrits.

6. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'article L.332-23 du Code général de la fonction publique permet le recrutement d'agents non permanents pour cause d'accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les postes non permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Echelon	Numéro de poste
1	MEDIATHEQUE	Adjoint du patrimoine	23/35	Accroissement	01/09/2024	28/02/2026	1 ^{er}	2024-06-NP-01
1	DECHETS	Adjoint administratif	35/35	Saisonnier	01/07/2024	30/09/2024	1 ^{er}	2024-06-NP-02
1	TECHNIQUE	Adjoint technique	35/35	Saisonnier	01/07/2024	30/09/2024	1 ^{er}	2024-06-NP-03
1	ATTRACTIVITE	Attaché	35/35	Contrat de projet	08/07/2024	07/07/2027	1 ^{er}	2024-01-NP-02 manager commerce
1	DECHETS	Adjoint administratif	35/35	Accroissement	01/07/2024	30/06/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-04
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-05
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-06
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	27,00	Accroissement	30/08/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-07
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	32,00	Accroissement	30/08/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-08
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,00	Accroissement	30/08/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-09

1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	30/08/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-10
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,00	Accroissement	01/09/2024	21/02/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-11
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-12
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-13
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	7,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-14
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-15
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-16
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	13,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-17
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-18
1	ENFANCE	Animateur	35,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-19
1	ENFANCE	Adjoint technique	19,00	Accroissement	30/08/2024	31/12/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-20
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-21
1	ENFANCE	Adjoint technique	21,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-22
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	10,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-23
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	32,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-24
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-25
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-26
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	13,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-27
1	ENFANCE	Adjoint technique	21,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-28
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-29
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-30
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-31
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	10,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-32
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	18,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-33
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	18,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-34
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-35
1	ENFANCE	Adjoint technique	21,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-36
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-37
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	14,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-38
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	12,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-39

1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-40
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	18,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-41
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-42
1	ENFANCE	Adjoint technique	20,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-43
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-44
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	19,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-45
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	29,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-46
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	26,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-47
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-48
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	15,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-49
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	17,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-50
1	ENFANCE	Adjoint technique	15,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-51
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	26,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-52
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-53
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-54
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-55
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-56
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-57
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-58
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-59
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	17,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-60
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	17,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-61
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-62
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-63
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	31,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-64
1	ENFANCE	Adjoint technique	21,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-65
1	ENFANCE	Animateur	28,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-66
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	17,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-67
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	19,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-68
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	19,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-69
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-70



1	ENFANCE	Adjoint d'animation	7,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-71
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	18,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-72
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	13,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-73
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30,00	Accroissement	01/08/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-74
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-75
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	31,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-76
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	31,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-77
1	ENFANCE	Adjoint technique	16,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-78
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-79
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	13,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-80
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-81
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	12,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-82
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	12,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-83
1	ENFANCE	Adjoint technique	18,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-84
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-85
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-86
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-87
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-88
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	23,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-89
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-90
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	27,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-91
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-92
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-93
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-94
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	10,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-95
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-96
1	ENFANCE	Adjoint technique	22,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-97
1	ENFANCE	Adjoint technique	18,50	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-98
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	17,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-99
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	9,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-100
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	31,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-101

1	ENFANCE	Adjoint technique	19,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-102
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-103
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,50	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-104
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	30/08/2024	29/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-105
1	ENFANCE	Animateur	35,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-106
1	ENFANCE	Animateur	28,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-107
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-108
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-109
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-110
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-111
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	15,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-112
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	10,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-113
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	8,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-114
1	ENFANCE	Adjoint technique	20,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-115
1	ENFANCE	Adjoint technique	15,00	Accroissement	01/09/2024	31/08/2025	1 ^{er}	2024-06-NP-116

Les postes permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Observations
1	JEUNESSE	Animateur	35/35	01/09/2024	2024-06-P-01
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25/35	01/09/2024	2024-06-P-02
1	ENFANCE	Animateur	31,5/35	01/09/2024	2024-06-P-03
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	35/35	01/09/2024	2024-06-P-04
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28,50/35	01/09/2024	2024-06-P-05
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24,50/35	01/09/2024	2024-06-P-06
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24/35	01/09/2024	2024-06-P-07
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24/32	01/09/2024	2024-06-P-08
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	19,5/35	01/09/2024	2024-06-P-09
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	27/35	01/09/2024	2024-06-P-10
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	24/35	01/09/2024	2024-06-P-11
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21/35	01/09/2024	2024-06-P-12
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22,5/35	01/09/2024	2024-06-P-13
1	JEUNESSE	Adjoint d'animation principal 2ème classe	35/35	01/09/2024	2024-06-P-14
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	21,5/35	01/09/2024	2024-06-P-15

Les changements de quotités horaires suivantes sont proposés :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Ancienne quotité horaire	Nouvelles quotité horaire	Date d'effet	Observations
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	34/35	35/35	01/09/2024	2023-06-P-59
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25/35	26,50/35	01/09/2024	2021-06-P-13
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25/35	27,5/35	01/09/2024	2022-11-P-15
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	32/35	35/35	01/09/2024	2021-06-P-18
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	18,50/35	23/35	01/09/2024	2022-06-P-11
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	31/35	32/35	01/09/2024	2020-P-7-8
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	27,50/35	29/35	01/09/2024	2023-12-P-01
1	ENFANCE	Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe	23/35	25/35	01/09/2024	2022-11-P-17
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28/35	31,50/35	01/09/2024	2022-06-P-07
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	32/35	35/35	01/09/2024	2022-06-P-14
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	19/35	20/35	01/09/2024	2023-06-P-56
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	22/35	26/35	01/09/2024	2023-06-P-48
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	20,5/35	22,5/35	01/09/2024	2022-06-P-17
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	25/35	31,5/35	01/09/2024	2021-06-P-12
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	28/35	31,5/35	01/09/2024	2022-06-P-06
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	15,7/35	19/35	01/09/2024	2023-06-P-30
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	13,31/35	15,5/35	01/09/2024	2023-06-P-35
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	9,93/35	13,5/35	01/09/2024	2023-06-P-36
1	JEUNESSE	Animateur	28/35	31,5/35	01/09/2024	2023-06-P-61
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	30/35	31,5/35	01/09/2024	2024-06-P-16

Par ailleurs, le Président expose que l'apprentissage constitue aujourd'hui une voie majeure d'insertion professionnelle. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants. Face notamment aux difficultés de recrutement sur certains métiers en tension, l'apprentissage offre l'opportunité aux agents publics de transmettre des connaissances, des savoirs nécessaires à l'exercice des métiers du secteur public territorial et d'éviter la perte de savoir-faire. Il permet également de former et qualifier un personnel en vue d'une éventuelle embauche future tout en facilitant l'acquisition d'une première expérience professionnelle valorisante.

Il est proposé de conclure les contrats d'apprentissage suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Observations
1	PISCINE TAGOLSHEIM	BPJEPS	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-01
1	MA FERRETTE	EJE	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-02
1	MA ILLFURTH	EJE	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-03
1	ENFANCE	BPJEPS	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-04

1	ENFANCE	CPJEPS	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-05
1	ENFANCE	CAP Petite Enfance	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-06
1	TECHNIQUE	BTS Bâtiment	35/35	01/09/2024	2024-06-AP-07

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Comité Social Territorial a émis un avis favorable à l'unanimité le 26 juin dernier.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme proposé ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code général de la fonction publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires, hormis les catégories A.

Il décide de recourir au contrat d'apprentissage et décide de conclure les contrats suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Observations
1	PISCINE TAGOLSHEIM	BPJEPS	35/35	01/09/2024	1 an
1	MA FERRETTE	EJE	35/35	01/09/2024	3 ans
1	MA ILLFURTH	EJE	35/35	01/09/2024	3 ans
1	ENFANCE	BPJEPS	35/35	01/09/2024	1 an
1	ENFANCE	CPJEPS	35/35	01/09/2024	1 an
1	ENFANCE	CAP Petite Enfance	35/35	01/09/2024	1 an
1	TECHNIQUE	BTS Bâtiment	35/35	01/09/2024	1 an

Il autorise son Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis.

Il décide d'inscrire les dépenses correspondantes, notamment salaires et frais de formation, au budget général et refacturées aux budgets concernés en fin d'année.

7. MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT AUX AGENTS

Le Président rappelle que, par délibérations DEL 025-2018 et 082-2020, le Conseil Communautaire a voté et défini les modalités de remboursement des frais de déplacement des agents.

Au 1^{er} septembre 2020, la CCS avait fixé la prise en charge des repas du midi lors des déplacements et des repas pris lors des nuitées dans la limite de 17,50 €.

Les montants des plafonds des nuitées étaient les suivants :

- 70 € en taux de base ;
- 90 € pour les grandes villes de plus de 200 000 habitants ;
- 110 € à Paris.

Ces plafonds ont été modifiés par l'arrêté du 20 septembre 2023, comme suit :

- Repas du midi : 20 € ;
- Repas pris lors des nuitées : 20 € ;
- Nuitée de base : 90 € ;
- Nuitées dans une ville de plus de 200 000 habitants ou autre commune du Grand Paris : 120 € ;
- Paris : 140 €.

Ces modifications prendront effet au 1^{er} juillet 2024.

Lors de sa séance du 16 mai dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Lors de sa réunion du 26 juin dernier, le Comité Social Technique a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, il adopte les modalités de remboursement des frais de déplacement telles que proposées ci-dessus.

8. APPROBATION DU PROJET DE TERRITOIRE DU PETR DU PAYS DU SUNDGAU

Le Président expose qu'en vertu de l'article L.5741-2 du Code général des Collectivités Territoriales, le PETR du Pays du Sundgau, dont la Communauté de Communes est membre, est dans l'obligation de se doter d'un projet de territoire.

En vertu de cet article, « le projet de territoire définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social dans le périmètre du pôle d'équilibre territorial et rural. Il précise les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique qui sont conduites par les établissements publics de coopération intercommunale ou, en leur nom et pour leur compte, par le pôle d'équilibre territorial et rural. Il doit être compatible avec les schémas de cohérence territoriale applicables dans le périmètre du pôle ».

Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le PETR et ses membres concluent une convention territoriale déterminant les missions déléguées au PETR par ses membres pour être exercées en leur nom. La convention fixe la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation.

Le projet de territoire a été élaboré sur la base fiches thématiques sur 7 sujets différents :

- L'habitat dans le Sundgau ;
- Se déplacer dans le Sundgau et vers l'extérieur ;
- Sobriété énergétique et décarbonation des activités ;
- Production d'énergies locales et décarbonées ;
- Agriculture et alimentation ;

- Culture et patrimoine ;
- Parcours de financement de l'innovation.

Les fiches action du projet de territoire ont été transmises aux communes, pour observations éventuelles.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le projet de territoire du PETR du Pays du Sundgau, tel qu'il lui a été présenté par son Président.

Il dit que les modalités de mise en œuvre de ce projet de territoire, et notamment la définition et le périmètre des missions déléguées au PETR, seront fixées dans le cadre d'une convention territoriale à venir entre les parties concernées.

9. ZAC CARSPACH – CONVENTION D'ASSISTANCE A MAITRISE FONCIERE AVEC LA SAFER : VALIDATION DE L'ENTREE DE MISE EN RESERVE N°1

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Sundgau a signé une convention d'assistance à maîtrise foncière avec la SAFER en ce qui concerne le projet de ZAC sur le ban communal à Carspach.

La SAFER a identifié l'opportunité d'acquérir des parcelles de compensations à proximité du projet permettant ainsi de proposer aux exploitants du foncier agricole en échange.

Aussi, compte-tenu de la convention d'Assistance à Maitrise Foncière contractualisée avec la SAFER, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la mise en réserve les parcelles suivantes, conformément aux modalités prévues par la convention :

Commune : ALTKIRCH

Section	N°	Sub	Ancien N°	Lieu-dit	Surface	NR
20	0013			FICHTENHOELZLE	33 a 50 ca	T
20	0014			FICHTENHOELZLE	30 a 55 ca	T
20	0015			FICHTENHOELZLE	49 a 50 ca	T
20	0016			FICHTENHOELZLE	9 a 95 ca	T
26	0038			HALSWEG UND HIRTZBACHERWEG	1 ha 04 a 93 ca	T
26	0485	*	0039	HALSWEG UND HIRTZBACHERWEG	1 ha 60 a 28 ca	P

Total surface : 3 ha 88 a 71 ca pour la commune de ALTKIRCH

Commune : CARSPACH

Section	N°	Sub	Ancien N°	Lieu-dit	Surface	NR
05	0233		0090	ILLBERG	7 a 00 ca	P
19	0161	*	0064	OBER WEIHER	48 a 50 ca	P
37	0015			BELZENKREUZ	1 ha 44 a 24 ca	T
38	0088			GEISACKER	45 a 29 ca	T
38	0097			STRAENG ENEN DER STRASSE	53 a 34 ca	T
38	0098			STRAENG ENEN DER STRASSE	1 ha 04 a 65 ca	T
38	0118		0088	GEISACKER	43 a 10 ca	T
38	0130		0030	EICHENSTUMPF	1 ha 34 a 88 ca	P
38	0174		0077	MERTZENGALGENACKER	53 a 53 ca	T
38	0176		0076	MERTZENGALGENACKER	51 a 52 ca	T
39	0037			RINKENHAEUSLEIN	63 a 46 ca	T
43	0023			ESSELACKER	63 a 41 ca	T
48	0168	*		WOLFSGRUBE	48 a 28 ca	P
49	0079		0025	GROSSMUTTERHAG	90 ca	P

Section	N°	Sub	Ancien N°	Lieu-dit	Surface	NR
49	0102		0087	LOSCHMATTEN	20 a 16 ca	P
49	0104		0085	LOSCHMATTEN	49 a 62 ca	P
49	0107		0037	LOSCHMATTEN	39 a 33 ca	P
49	0108		0036	LOSCHMATTEN	16 a 67 ca	T
49	0110	*	0080	GROSSMUTTERHAG	2 ha 33 a 89 ca	T

Total surface : 12 ha 21 a 77 ca pour la commune de CARSPACH

Commune : HIRTZBACH

Section	N°	Sub	Ancien N°	Lieu-dit	Surface	NR
23	0105			BERGSTELL	38 a 09 ca	T
24	0005			WERRENMATTEN	98 a 94 ca	P

Total surface : 1 ha 37 a 03 ca pour la commune de HIRTZBACH

Commune : WALHEIM

Section	N°	Sub	Ancien N°	Lieu-dit	Surface	NR
06	0131			IM GRUND	1 ha 68 a 14 ca	T

Total surface : 1 ha 68 a 14 ca pour la commune de WALHEIM

L'ensemble de ces parcelles mises en réserve foncière représente une surface totale de 19 ha 15 a 65 ca.

Les parcelles :

- 233, située en Section 5 à Carspach (7 a 00 ca) ;
- 131, située en Section 6 à Walheim (1 ha 68 a 14 ca).

Sont vendues libres de location, et l'entrée en jouissance se fera à la signature de l'acte de vente.

Toutes les autres parcelles mentionnées dans la présente promesse de vente sont louées à l'exploitation individuelle Paul HOFFER.

Concernant le prix de vente, les indemnités et les frais, il est précisé ce qui suit :

Le prix de vente est fixé à 156 754,80 € hors indemnités dues à l'exploitant.

Soit une valeur du foncier ventilée de la manière suivante :

- 100 €/a pour les parcelles vendues libres de location, qui représentent 1 ha 75 a 14 ca (*Parcelle 233, située en Section 5 à Carspach et parcelle 131, située en Section 6 à Walheim*) ;
- 80 €/a pour toutes autres parcelles, qui représentent 17 ha 40 a 51 ca.

Prix de vente, auquel se rajoutent :

- L'indemnité de résiliation du bail sur les parcelles louées, soit 17 ha 40 a 51 ca, s'élevant à un montant de 130 538,25 €, soit 80€/a, calculée sur la base du protocole d'indemnité en vigueur sur les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ;
- Les frais SAFER liés l'accompagnement de la vente, et qui s'élèvent à 8% du prix principal (prix de vente + Indemnités + frais d'acquisition), soit 23 225,04 € HT ;
- Ainsi que l'ensemble des frais liés à l'acquisition de ces parcelles (frais de notaire estimés à 3 020€).

La valeur de mise en réserve (prix garanti total) est donc de 313 538,09 €.

Lors de sa réunion du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 63 voix pour, 4 abstentions et 2 contre, approuve la mise en réserve des parcelles ci-avant citées, conformément aux modalités prévues par la convention conclue avec la SAFER, et les éléments financiers liés à celle-ci.

Il autorise son Président à signer cette mise en réserve n°1 et tous actes s'y rapportant.

10. CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Le Président expose que, dans le cadre de sa compétence liée au Développement économique, il est proposé que les communes membres qui le souhaitent puissent bénéficier d'un service communautaire de développement commercial, de type manager du commerce.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs* ».

Le service commun serait géré par la Communauté de Communes, le personnel embauché à cet effet étant intercommunal et relevant du pouvoir disciplinaire du Président.

La future convention fixera l'objet du service commun mutualisé, la situation de l'agent concerné, les modalités d'intervention dans les communes, les modalités de refacturation des frais aux communes, la durée de la convention, les modalités de modifications des termes de la convention.

Il sera proposé de fixer le forfait d'intervention à 25 € l'heure, soit 175 € pour une journée de travail de 7h.

Lors de sa réunion du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Lors de sa réunion du 26 juin dernier, le CST a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la création du service commun de développement commercial.

Il fixe le tarif d'intervention à 25 € l'heure, soit 175 € pour une journée de travail de 7h.

Il approuve les termes de la convention se rapportant à ce service commun et autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

11. DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE : INTEGRATION DE LA COMMUNE DE HOCHSTATT ET APPROBATION DE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Le Président rappelle que deux réseaux câblés offrant un service internet figurent en tranche conditionnelle du contrat de délégation de service public signé entre la Région Grand Est et ROSACE :

- Le réseau intercommunal du SIVOM de Ferrette/Vieux-Ferrette exploité sur ces deux communes par la régie Kbleu.

Le 25 janvier 2022, le SIVOM de Ferrette/Vieux-Ferrette a demandé l'intégration des deux communes au périmètre de déploiement de la fibre opéré par ROSACE.

Par délibération du 24 février 2022, le Conseil Communautaire a accepté l'intégration des communes de Ferrette/Vieux-Ferrette.

- **Le réseau communal de Hochstatt exploité en sous délégation de service public par Numéricâble /SFR.**

A l'occasion de la séance du 28 mars 2022, le conseil municipal de la commune de HOCHSTATT a demandé l'intégration au périmètre de déploiement de la fibre opéré par ROSACE.

Par décision de la Commission Permanente de la Région Grand Est N°24CP-359 du 23 février 2024, la participation locale est ramenée à 100 € par prise (au lieu de 175 €/prise) pour les communes de la tranche conditionnelle, sur la base des prises déployées à l'appui du procès-verbal de réception de chantier :

COMMUNE	Nombre de prises	Participation à la Région
HOCHSTATT	1 133	113 300 €

La participation de la CC Sundgau s'élève à 50% du montant total, soit un total de 56 650 €.

Monsieur Serge GAISSER déplore le manque de contrôle de la Région Grand Est et de Rosace face aux nombreuses sociétés intervenantes sur le réseau qui débranchent régulièrement des lignes pour les donner à de nouveaux clients. Ainsi, la mairie de Linsdorf a récemment été impactée par cette pratique.

Le Président précise que le déploiement de la fibre est mené par Rosace jusqu'au boîtier de rue et que les branchements jusqu'aux foyers se font par les opérateurs qui effectivement peuvent être plus ou moins compétents dans le domaine. Malheureusement ni la Région, ni Rosace ne peuvent intervenir à ce niveau.

Le Bureau lors de sa séance du 16 mai dernier a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, accepte d'intégrer Hochstatt au périmètre de déploiement de la fibre opéré par ROSACE.

Il approuve la prise en charge financière de l'opération à hauteur de 50% par la CC Sundgau, les 50% restants étant à la charge de la commune de Hochstatt par voie de fonds de concours.

Il autorise son Président à signer la convention de financement pour intégration en tranche conditionnelle dans le réseau Régional d'initiative publique très haut débit ROSACE.

Il autorise son Président à signer une convention portant versement de fonds de concours avec la commune de Hochstatt.

12. MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le Président expose que les paiements pour service environnementaux (PSE) ont été proposés par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse pour encourager les changements de pratiques sur les terres agricoles en fonction de critères et d'objectifs ciblés.

La CCS rencontre une problématique relative à la qualité de l'eau potable et un diagnostic du territoire en ce sens a été mené par la Chambre d'Agriculture en charge de l'étude de faisabilité des PSE.

Le COPIL mis en place pour le suivi de ce dossier a choisi un enjeu à retenir pour le service :

- L'enjeu EAU sur 9 périmètres de captage.

Les autres services possibles (érosion et biodiversité) n'ont pas été retenus.

Au sein de cet enjeu, des critères d'éligibilité ont été instaurés. En fonction, les candidats seront retenus après examen de leur dossier :

- Le siège de l'exploitation doit être dans la CCS ou dans les zones en dehors du territoire validées par la CCS ;
- 5 ha et 20% de la surface agricole utile de l'exploitation doit se situer dans une aire d'alimentation d'un captage à enjeu.

Pour valider son PSE, l'exploitation agricole doit :

- Diminuer sa quantité de substances actives (QSA) apportée sur les cultures de 10 à 50% sur 5 années en fonction d'une QSA de référence choisie à 1 kg/ha ;
- Maintien ou création de surfaces en cultures bas niveau d'impact B de 5 à 12% sur 5 années dans les zones à enjeux.

La CCS a fixé des limites pour permettre le financement d'un plus grand nombre de candidats :

- Un financement maximum de 100 ha par exploitant candidat ;
- Un financement maximum de 40 000 € pour la durée des PSE (5 ans) par exploitant candidat.

L'Agence de l'Eau subventionne les PSE à 90%, le reste étant à la charge du budget eau potable de la CCS.

Une simulation réalisée avec l'hypothèse de 50% de souscription des exploitations éligibles montre les chiffres suivants :

- Engagement moyen prévisionnel de la CCS de 70 000 € sur 5 ans hors contrôle et suivi des dossiers par l'agent en régie ;
- Engagement maximum prévisionnel de la CCS de 90 000 € sur 5 ans hors contrôle et suivi des dossiers par l'agent en régie.

La différence tient dans le fait de l'évolution des choix de chaque exploitant : évolution constante sur les démarches entreprises ou création puis maintien des démarches entreprises.

Monsieur Pierre BLIND demande ce qu'il se passe à la fin des 5 années d'engagement contractuel des agriculteurs. Monsieur Dominique SPRINGINSFELD précise que l'engagement peut être reconduit. Il pense que les agriculteurs ont tout intérêt, autant financier qu'environnemental, de conserver leurs bonnes pratiques dans le cadre des PSE et ainsi contribuer à améliorer la qualité de l'eau.

Monsieur Jean-Claude COLIN demande quels périmètres sont concernés par les PSE et aussi si les agriculteurs ont été informés de ce nouveau dispositif. Monsieur Dominique SPRINGINSFELD indique que se sont les périmètres rapprochés des captages qui sont concernés.

Monsieur Germain GOEPFERT expose qu'il s'est renseigné au sujet de l'utilité et de la pérennité du dispositif. Il précise que, d'après les informations qui lui ont été données, l'Agence de l'Eau ne poursuivra pas son financement des PSE à la fin de la période contractuelle de 5 ans si les résultats ne sont pas concluants. L'Agence de l'Eau prévoit donc déjà la mise en place de ZSCE, zones soumises à contraintes environnementales, qui se détailleront en 3 étapes pour finir par un arrêté préfectoral si aucune amélioration n'est constatée au bout de 3 années.

Il rappelle l'enjeu prioritaire d'amélioration de la qualité de l'eau et le nombre d'années déjà perdues sans résultats positifs et suggère de ne pas voter les PSE en continuant de subventionner des agriculteurs peu concernés mais d'engager directement les ZSCE.

Monsieur Dominique SPRINGINSFELD regrette les préjugés de Monsieur GOEPFERT à l'encontre des agriculteurs et rappelle leur fort engagement depuis plus de vingt ans dans le changement des pratiques et de leur production.

Il précise également qu'un seul captage sur notre territoire est concerné par de forte teneur en nitrate et que la mise en place de zones soumises à contraintes environnementales n'est donc pas appropriée à l'échelle de la Communauté de Communes.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 67 voix pour, 2 abstentions et 0 contre, approuve la mise en place des paiements pour services environnementaux dans les conditions décrites ci-avant.

Il autorise son Président à mener les démarches nécessaires à l'application de ces prestations et à solliciter toutes subventions auprès de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse

Il autorise son Président à signer tous actes et conventions avec les agriculteurs liés à la mise en œuvre des paiements pour services environnementaux.

Il dit que les dépenses en découlant seront imputées au budget annexe Eau potable.

13. APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDRSDORF, WINKEL ET WOLSCHWILLER

Le Président indique que le projet de zonage d'assainissement non collectif des communes de BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDRSDORF, WINKEL et WOLSCHWILLER a été soumis, par arrêté ARR-002-2024, à enquête publique du 11 mars au 11 avril 2024 inclus, soit 32 jours consécutifs. Elle a eu lieu dans les 9 communes concernées et au siège de la CCS.

63 contributions, courriers ou observations ont été consignées dans les registres papiers et dématérialisés durant la durée de l'enquête.

Le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 17 mai 2024 en présence de la majorité des maires concernés. Il émet un avis favorable au projet, assorti des quatre recommandations suivantes :

- *Établir un "état zéro" des installations afin d'obtenir une connaissance fine du territoire avec l'assistance de JD BE ;*
- *Organisation d'une information à destination des propriétaires en demandes et besoins de conseils ;*
- *Mener une étude particulière concernant les habitations et bâtiments en cœur de villages, en bordure de rivière, à parcelle réduite et/ou situation particulière ;*
- *Assistance adéquate aux propriétaires afin de les accompagner au plan financier dans les démarches d'investissement d'installations complètes ou partielles, nouvelles ou de complément.*

Observations émises au cours de l'enquête publique :

Thèmes retenus par le commissaire enquêteur – Regroupement des contributions du public	Réponses du maître d'ouvrage	Commentaires du commissaire enquêteur
A. Besoin d'information et de conseils	La société JDBE retenue par marché public est habilitée dans la réalisation des contrôles initiaux. Les comptes-rendus de contrôle, outre le fait qu'ils retracent les vérifications de la visite, apportent une conclusion sur la nature de la non-conformité et sur le délai de mise en conformité. Il est vrai que le conseil n'est pas automatiquement réalisé au moment de la visite et qu'il n'est pas mentionné dans le rapport. Le service SPANC reste à la disposition des propriétaires, il est possible aussi de consulter le site spanc.fr .	Le prestataire du contrôle établit un PV (mission établie par marché public) et le remet au propriétaire pour son information et au SPANC pour les archives du zonage ANC. Ce sera au SPANC/Pôle Eau et Assainissement d'assurer les conseils aux propriétaires qui en font la demande, au cours de réunions organisées en concertation avec les 10 mairies, avec l'assistance d'ingénieurs conseils « neutres ». Certains propriétaires pourront effectuer des recherches personnelles par avance et/ou à la suite de ces réunions.
B. L'effort financier	Les élus du territoire ont interpellé le sénateur à ce sujet pour l'inscription du financement des mises en conformité ANC dans le 12 ^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse. A ce jour il n'y a pas de réponses définitives de la part de l'Agence et le contenu du 12 ^{ème} programme n'est à ce jour pas connu. Il serait cependant possible pour la commune de mettre en place un marché groupement de commande pour mutualiser les travaux. En tant que particulier pour une mise aux normes il est possible d'avoir recours à un prêt à taux 0, une TVA réduite pour les travaux si l'habitation a plus de 2 ans ou vers l'ANAH (Agence nationale de l'Habitat) : https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr .	Il est à penser que l'action du sénateur cité débouchera sur une réinscription d'aides financières de l'Agence Rhin-Meuse. Le regroupement de commandes de travaux est une solution bénéfique. Les autres aides financières sont également d'actualité. L'effort financier (conséquent dans certains cas et pour quelques personnes) doit s'étudier dans une concertation propriétaires – communes – CCS, pour ce qui concerne les démarches administratives en particulier. L'aspect « délai » est à considérer suivant les situations respectives.
C. Les fosses septiques ou toutes eaux	Les fosses septiques sont des équipements appelés pré-traitement. Elles permettent de « traiter » par un phénomène de décantation uniquement les eaux en provenance des toilettes. Ce système autorisé seul il y a plusieurs années forme une filière incomplète. Les pollutions plus diffuses ou microscopiques ne sont pas traitées par ce pré-traitement, c'est pour cela qu'il est obligatoire de mettre en place après une fosse septique sans défaut un système complémentaire de traitement ou de remplacer l'ensemble. Les fosses toutes eaux sont un système un peu plus performant pour prétraiter les eaux des toilettes mais aussi de la cuisine et de la salle de bain. Elles doivent être complétées par un système d'épandage.	La plupart des propriétaires concernés savent que leur fosse septique ou toutes eaux seules n'est plus conforme. Une majorité de propriétaires a toujours été soucieuse du bon état de ces fosses. Le contrôle des autres peut révéler des défaillances. La mise en conformité est donc primordiale. C'est bien pour traiter ce fait qu'une information technico-économique est nécessaire.

D. Terrain limité	<p>Lorsque le terrain d'implantation est limité pour un système développé d'assainissement non collectif, deux solutions techniques peuvent être envisagées : la microstation ou le filtre compact, qui sont des équipements occupant la même place globalement qu'une fosse, doit être en place au niveau de l'habitation. Il existe aussi des équipements qui peuvent être installés en aérien (en fond de garage ou de jardin). En dernier recours il est possible de mutualiser les équipements avec des voisins pour installer un système en semi-collectif avec partage des frais.</p>	<p>Ce problème se pose dans les cœurs de village, avec de surcroît, rejet au milieu naturel (exemple la Largue à Oberlarg et Courtavon) Là aussi des conseils et assistances technico-économiques sont indispensables. La bonne connaissance du terrain par les élus communaux sera utile pour l'étude de systèmes semi-collectifs.</p>
E. Cas particulier	<p>Les installations anciennes si elles sont dysfonctionnelles ou si elles ne sont pas aux normes devront être adaptées. Le choix est politique mais la pollution au milieu naturel ne peut pas être acceptée.</p>	<p>Les cas particuliers, pour lesquels un report des travaux de mise en conformité serait utile, sont connus des élus communaux. C'est une action politique locale et intercommunale d'assister dans ce sens les personnes concernées.</p>
F. Contrôle JDBE	<p>Le bureau d'étude JDBE a été choisi à la suite d'une consultation conforme au code de la commande publique. Ce bureau a les qualifications nécessaires pour répondre au cahier des charges. Lors du lancement, la CCS a défini une procédure qui se partage entre différentes phases. Un courrier est envoyé ou distribué aux habitants pour prévenir du lancement des contrôles et des modalités de réalisation. Puis le BE lui-même distribue une information de passage avec les modalités pour le contacter. La difficulté d'accès téléphonique ou les « éventuels manquements » du BE peuvent être remontés à la CCS qui procède régulièrement à des points d'étape avec le BE. A noter que ces contrôles sont basés sur la déclaration des habitants/propriétaires, l'accès aux lieux n'est pas forcé. Le BE a déjà fait remonter aussi des comportements déviants de la part des propriétaires envers les contrôleurs en majorité lorsqu'il s'agit de femmes, ce qui n'encourage pas le BE à exercer sereinement sa mission.</p>	<p>JDBE a effectivement été conformément sélectionné et présente les capacités nécessaires. Le rapport de visite renseigne sur l'état de chaque installation, à l'attention du SPANC/CCS au titre de la gestion, qu'à celle du propriétaire au titre de la connaissance et du suivi de son installation. Pour pallier les problèmes et les difficultés qu'ont rencontrés (et relatés) et les propriétaires et JDBE, la présence d'un dirigeant ou inspecteur/inspectrice serait judicieuse lors des réunions d'informations à organiser dans les communes ; à défaut lors d'une réunion des élus des 10 communes concernées, lesquels relaieront sur place. La relation inspecteur/inspectrice JDBE – propriétaire devra aussi être (re)précisée.</p>
G. Coût du contrôle	<p>Lors des premières réunions publiques les contrôles ont été annoncés gratuits. Il s'agissait d'une erreur qui a été corrigée sur les flyers distribués par la suite et par un erratum pour les premières communes. La CCS s'est excusée pour cette erreur et en a expliqué les raisons.</p>	<p>J'ai enregistré, lors des permanences, des réclamations de la part de quelques propriétaires qui se sont empressés de commander (gratuitement) le contrôle auprès de JDBE. Je n'ai pas d'information concernant le contenu de la démarche d'excuses de la CCS, mais je lui accorde le bénéfice de l'avoir fait avec les termes qui convenaient.</p>
H. Contrôles encore à réaliser	<p>Le tarif a été fixé dans le cadre du marché public et par une délibération du conseil communautaire. Il s'agit d'un prix unitaire qui ne pourra baisser dans le cadre de ce marché.</p>	<p>Je pense que la CCS a effectué cette démarche au mieux des intérêts des propriétaires concernés.</p>

I. Réunions d'information	L'annonce de l'organisation d'une réunion publique a été faite à chaque maire concerné. Chaque maire a été libre d'accepter ou de refuser. Monsieur le Maire de Oberlärch n'a pas souhaité la tenue d'une réunion publique.	L'information a tout de même circulé et les habitants d'Oberlärch ont eu connaissance du projet. Le public a d'ailleurs apporté des contributions. Les futures réunions d'information déjà citées devront être organisées de telle façon que chaque habitant/propriétaire des 10 communes concernées en soit averti.
J. Type d'équipement	Le site www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr détaille les différentes possibilités. Les systèmes installés il y a plusieurs années même très fonctionnelles ne sont pas complets en matière de protection de l'environnement.	La loi LEMA (eaux et milieux aquatiques – préservation et restauration de leur qualité ; alimentation en eau et assainissement) impose désormais un assainissement collectif et non collectif de qualité. L'équipement à (faire) installer en totalité ou en complément doit être choisi par chaque propriétaire après une phase de recherche-réflexion, qui peut (ou doit) succéder à l'information à l'initiative de la CCS.
K. Nombre de communes	La commune de Biederthal bien que dans l'étude technico économique avait déjà réalisé la mise en place du Spanc, le zonage et son règlement avant le transfert de compétence.	Information connue et donnée au cours des permanences.
L. Consommation d'énergie	Le système mis en place est à discrétion du propriétaire en fonction de ses contraintes.	Les contributions, qui ont amené ce thème pour réponse du maître d'ouvrage, étaient la consommation électrique des microstations, alors que les fosses septiques sont neutres sur ce point. Les microstations présentent « l'inconvénient » du coût d'entretien et de l'alimentation électrique, si c'est cette solution d'équipement qui ne peut qu'être choisie.
M. Contre le projet de zonage en ANC	-	Thème créé à la suite d'une contribution exprimant une opposition à l'ANC, sans distinction de commune.
N. Rejets agricoles	La compétence n'est pas à la CCS.	Thème créé à la suite d'une contribution rappelant les rejets agricoles, comparativement à ceux générés par l'ANC (fosses septiques). Ce fait a déjà été évoqué en 2011 par la CLCV.
O. Connaissance du dossier EP	Les renseignements ont été donnés.	Quelques personnes n'avaient pas la connaissance de l'existence d'un dossier lors de l'organisation d'une EP.
P. Enquête publique : raison, renseignements	Communication légale réalisée.	Précisions apportées lors des permanences.
Q. Cas de Mme W	Le report du contrôle a été pris en compte. Chaque propriétaire qui a fait cette demande a été écouté lorsqu'il s'agit d'un projet en cours de construction ou de rénovation.	Ce cas est connu du Pôle Eau et Assainissement de la CCS.
////////////////////	////////////////////	////////////////////

Pt. 4 Notes et demandes du CE	<p>-Informations aux propriétaires : les renseignements peuvent être demandés au service SPANC de la CCS, aux différents bureaux d'études spécialisés dans ce domaine ou à des entreprises qui installent ce type d'équipement (attention à ce qu'elles n'orientent pas vers qu'un seul produit)</p> <p>-Etat « zéro » : cet état sera obtenu à l'issue de 100% des contrôles. Lors de la réalisation de l'étude il n'y a pas de visite à l'intérieur des propriétés privées.</p> <p>-Suite de l'EP : lors du rendu du rapport les maires seront informés puis le zonage fera l'objet d'une délibération lors d'un conseil communautaire. La délibération est publique et fera l'objet d'un affichage. Le rapport et le plan de zonage seront transmis en commune après la prise de la délibération.</p>	<p>Les propriétaires qui se sont exprimés sur ce point lors des permanences (ou par voie électronique) souhaitent certainement que l'information « vienne vers eux » dans un 1^{er} temps.</p> <p>2 ou 3 réunions pourraient être organisées dans le secteur du Jura alsacien sous l'égide de la CCS, puis ces propriétaires seront en mesure d'effectuer des démarches individuelles (ou groupées).</p> <p>Il serait intéressant d'associer des propriétaires qui ont un équipement neuf complet ou complémentaire à une fosse (ainsi conforme à la réglementation) pour démontrer que des solutions existent.</p> <p>Il s'agit de la base de données pour une bonne gestion de l'ANC par le SPANC/CCS.</p> <p>La 1^{ère} information dont pourront disposer les contributeurs des permanences (et le public en général) sera mon rapport consultable sur le site de la CCS.</p> <p>Les mairies des 10 communes doivent être de bons relais d'information pour que des solutions rationnelles et supportables soient définies au bénéfice des propriétaires.</p>
////////////////////	////////////////////	////////////////////
Cas divers		
3WEB : 7 rue des Tilleuls WINKEL	Il manquerait la partie pour le traitement. Il est donc non conforme sans obligation de travaux.	Pour information aux propriétaires.
4WEB : 5 7 9 rue de la promenade	La CCS n'intervient pas dans les différends entre voisins. Il est possible d'avoir un équipement commun à 3 habitations (semi collective) avec mise en place de servitude éventuelle.	Un courrier aux propriétaires concernés (si connus et identifiés) sera un moyen de les informer sur les suites normales à mener.
9WEB / 10WEB / 12WEB / 13WEB / 14WEB / 15WEB / 16WEB / 15WIN / 16WIN / 17WIN / 19WIN : proposition lagune à Winkel	Le projet proposé par la commune n'est pas applicable en l'état pour Winkel, en effet la déviation d'un cours d'eau et l'intervention sur son écoulement est interdite. Le projet de lagunage nécessite une grande superficie de terrain, la pose de canalisation étanche dans le village pour avoir une eau usée adéquate pour le système de traitement ainsi que la mise en place d'une régulation via un poste de régulation raccordé à l'électricité. Ces travaux devraient être financés par la Collectivité sans subvention car l'Agence n'aide plus en matière d'assainissement collectif les communes qui n'ont rien entrepris avant 2019.	Le projet présenté par des habitants de Winkel (et soutenu par la mairie) suppose un investissement (financier, physique) qui ne peut être envisagé à court terme. L'aspect réglementaire s'y oppose également. Un ensemble de solutions individuelles est à rechercher, voire d'associations de propriétaires, afin de respecter la loi LEMA. La configuration du cœur de village de Winkel n'est pas unique, d'autres villages sont dans le même cas.

12WEB / 1WIN / 2WIN / 3WIN / 4WIN / 5WIN : redevance ANC	Le paiement du contrôle ANC s'apparente à la redevance ANC. Celle-ci sera à payer au moment de chaque contrôle, la fréquence dépendant de la conformité de l'installation.	Le paiement du contrôle doit avoir la valeur d'un service pour chaque propriétaire. Le SPANC/CCS lui apporte la garantie d'être conforme à la réglementation, si des travaux nécessaires de mise en conformité ont été réalisés. C'est une formule « gagnant-gagnant » qui doit s'instaurer et non une soumission des administrés à une lointaine administration.
7WIN : 17 rue des tilleuls	Non conforme en raison du non-traitement des eaux ménagères qui vont directement au milieu naturel.	Pour information au propriétaire.

Lors de sa réunion du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le zonage d'assainissement non collectif des communes de BENDORF, BOUXWILLER, COURTAVON, KIFFIS, LUCELLE, OBERLARG, SONDRSDORF, WINKEL et WOLSCHWILLER tel qu'il a été présenté lors de l'enquête publique et tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de Communes et dans les mairies concernées. Mention de cet affichage sera faite dans un journal diffusé dans le département.

14. CONTRAT DE CANAL DU RHONE AU RHIN BRANCHE SUD 2024-2033 : APPROBATION DE LA CONVENTION FINANCIERE 2024

Le Président rappelle que, lors de sa séance du 28 septembre 2023, le Conseil communautaire a approuvé la signature du contrat de canal du Rhône au Rhin branche Sud pour la période 2024-2033.

Le contrat canal du Rhône au Rhin branche Sud, dont la signature a eu lieu le 19 avril 2024, a pour objectif d'améliorer l'offre de service garantie par VNF initialement prévue en gestion hydraulique dans le cadre du contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'établissement, en lien avec les territoires concernés, afin qu'ils puissent faire aboutir un projet global de développement touristique fluvial et fluvestre du canal et de ses abords, intégrant des activités de navigation de plaisance.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par Voies navigables de France. A ce titre, l'établissement assure les choix techniques et la réalisation des travaux.

VNF prend en charge les opérations d'investissement identifiées dans l'offre de service de base « gestion hydraulique » sur l'ensemble du linéaire du canal du Rhône au Rhin branche sud, ainsi que 20% du surcoût entre le niveau de service Gestion Hydraulique et le niveau de service « amélioration plaisance ».

En 2024, sont prévues les opérations qui suivent :

- Confortement des berges le long des biefs 10 et 11 (Retzwiller) ;
- Diagnostic définissant les confortements de berges à réaliser ultérieurement sur les biefs 5 et 6 sud (Froidefontaine-Brebotte – classables SOH) et sur le bief de partage (Montreux-Châteaux – Valdeieu-Lutran) ;
- Maintenance préventive sur l'écluse 31N d'Illfurth : interventions sur Génie Civil, mécanique, métallerie et serrurerie ;
- Démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre pour l'automatisation des écluses.

La participation financière des cofinanceurs est calculée en application des clés de financement retenues dans le contrat canal du Rhône au Rhin branche sud, sur la base des montants hors taxes des investissements, soit 366 750 € pour l'année 2024, VNF réglant la TVA (73 350 € pour l'année 2024).

La CC Sundgau a souhaité lisser sa participation sur la période de validité du contrat. Les excédents ou déficits induits sur la participation théorique annuelle en application des pourcentages indiqués au contrat, sont rattrapés sur la part réglée par VNF.

En application de ces principes, la répartition des participations financières pour l'année 2024 est la suivante :

	Montant €HT	Montant TVA	Part totale	% €HT	% €TTC
Dépenses liées au surcoût « amélioration plaisance »	366 750 €	73 350 €	440 100 €	100 %	100 %
Région Grand Est	183 375 €	-	183 375 €	50 %	41.67 %
CeA	48 900 €	-	48 900 €	13.33 %	11.11 %
M2A	36 675 €	-	36 675 €	10 %	8.33 %
CC Sundgau	20 000 €	-	20 000 €	5.45 %	4.54 %
CCSAL	12 225 €	-	12 225 €	3.33 %	2.78 %
VNF	65 575 €	73 350 €	138 925 €	17.88 %	31.57 %

VNF, maître d'ouvrage, s'engage à informer les co-financeurs de l'état d'avancement des opérations, et à fournir un bilan annuel des travaux réalisés à l'ensemble des co-financeurs.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les termes de la convention financière 2024 relevant du Contrat de canal du Rhin au Rhône.

Il autorise son Président à signer cette convention financière et tous actes s'y rapportant.

15. REVERSEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR

Le Président rappelle que, dans le cadre de sa compétence développement économique / promotion du tourisme, la Communauté de Communes a institué et déterminé les tarifs de la taxe de séjour par délibération du 27 septembre 2018, modifiée par délibération du conseil communautaire le 17 avril 2023, et est chargée de son recouvrement.

Le produit de cette taxe a pour but de favoriser la fréquentation touristique afin d'agir sur l'attractivité du territoire en matière touristique. De ce fait, il doit permettre de couvrir les dépenses afférentes à tout projet de promotion touristique.

Cette mission étant dévolue à l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau, l'intégralité de la taxe de séjour lui est reversée, part départementale déduite.

La Communauté de Communes Sundgau a perçu à ce jour au titre de la taxe de séjour 2023 :

- 12 568,86 € auprès des plateformes (2ème semestre) ;
- 28 096,58 € auprès des hébergeurs.

Soit un total de 40 665,44 € auquel il convient de déduire 2 690,62 € pour admission en non-valeur (montants non perçus de l'association Œuvre de Lucelle des années 2019-2020-2021).

Il convient de procéder au versement de 37 974,82 € comme suit :

- part pour l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau : 34 522,57 € ;
- part à reverser à la Collectivité Européenne d'Alsace : 3 452,25 €.

Lors de sa séance du 16 mai dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide le reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme Intercommunautaire du Sundgau d'un montant de 34 522,57 €.

Il décide le reversement de la taxe additionnelle à la Collectivité européenne d'Alsace d'un montant de 3 452,25 €.

16. DEMANDE D'EXONERATION DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

Le Président informe que Caritas Alsace, association caritative reconnue d'utilité publique sous le nom « Fédération de charité du diocèse de Strasbourg », sollicite la communauté de communes afin de bénéficier d'une exonération de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour son épicerie solidaire située 1 rue du Colonel Robelin à Ferrette.

Le Président rappelle que le règlement de facturation de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères prévoit que les associations caritatives, reconnues d'utilité publique, peuvent, sur demande, être exonérées. Cette exonération est décidée, au cas par cas, par voie de délibération du Conseil communautaire.

Lors de sa réunion du 16 mai dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'exonérer l'épicerie solidaire de l'association CARITAS, située à Ferrette, de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères à date d'effet du 1^{er} janvier 2024.

17. PARTICIPATION AU FONDS DE SAUVEGARDE DE LA MAISON ALSACIENNE DE LA CEA ET MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

Le Président expose que la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a mis en place, depuis le 1^{er} janvier 2024, un Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel. Ce dispositif a pour objectif d'accompagner les porteurs de projets dans la sauvegarde de leur bâti patrimonial ainsi que de promouvoir une démarche globale et vertueuse d'identification du patrimoine et d'intégration dans les documents d'urbanisme.

Pour ce faire, le taux de subvention de la CeA correspond à 20% des dépenses éligibles par bâtiment. Parallèlement, la CeA sollicite le bloc local pour abonder ce dispositif, selon trois niveaux de participation :

1. La commune ou l'intercommunalité s'engage ou a engagé une étude d'identification du patrimoine destinée à être intégrée dans les documents d'urbanisme révisés et cofinance les projets se déroulant sur son territoire : subvention de la CeA plafonnée à 40 000 €.
2. La commune ou l'intercommunalité s'engage en cofinçant les projets se déroulant sur son territoire : subvention de la CeA plafonnée à 30 000 €.
3. La commune ou l'intercommunalité n'adhère pas à la politique de la Maison alsacienne de la CeA et se situe sur le territoire de délégation des aides à la pierre : subvention de la CeA plafonnée à 10 000 €.

Le cofinancement de la commune ou intercommunalité partenaire correspond *a minima* au pourcentage de la subvention de la CeA. Ce pourcentage est défini en fonction du taux modulé, indicateur de la richesse de la collectivité locale.

Selon le taux modulé, découpé en 5 tranches, la commune ou intercommunalité partenaire verse un pourcentage de la subvention attribuée par la CeA.

Si la Communauté de Communes décide d'adhérer à ce dispositif de financement, il conviendra, au préalable de procéder à une modification de l'intérêt communautaire. En effet, actuellement, la Communauté de Communes n'est pas compétente pour verser des subventions de ce type.

Conformément à l'article L.5214-16-IV du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera nécessaire de modifier l'intérêt communautaire de la compétence relative à la « *politique du logement et du cadre de vie* ».

Pour rappel, contrairement à une modification statutaire, la modification de l'intérêt communautaire ne nécessite qu'une délibération du Conseil communautaire. Par ailleurs, dans les 9 mois suivant ce transfert de compétence, la CLECT devra se prononcer sur l'évaluation des charges transférées.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, valide la participation de la Communauté de Communes au dispositif Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace ;

Il modifie la définition de l'intérêt communautaire comme suit :

- Politique du logement et cadre de vie ;
- Participation financière au Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il dit que les autres dispositions de la délibération du 28 juin 2018 demeurent inchangées.

18. SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 AU CONTRAT LOCAL DE SANTE

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Sundgau est associée en tant que partenaire au Contrat Local de Santé de la Ville d'Altkirch sur la période 2022-2025.

Lors du COPIL réuni le 12 septembre 2023, les participants ont affirmé la volonté de poursuivre le contrat local de santé et ont suggéré que les dispositions soient étendues à l'échelle des communautés de communes Sundgau et Sud Alsace Largue.

Certaines fiches actions s'en verraient de fait modifiées :

- Fiche action n°4 « améliorer la prévention et l'accès aux soins en santé mentale » : la CC Sundgau serait identifiée comme interlocutrice (pour exemple, la CC Sundgau a organisé en 2023 le forum de santé mentale) ;
- Fiche action n°5 « Renforcer l'accueil des étudiants en santé et l'installation de nouveaux médecins sur le territoire » : la CC Sundgau pourrait participer à des projets autour de l'hébergement des stagiaires ou de promotion du territoire auprès des étudiants ;

- Fiche action n°6 : « Fédérer les acteurs de l'enfance et de l'adolescence et renforcer l'offre d'accompagnement sur le territoire » : la CC Sundgau est déjà financeur de certaines structures (Maison des Adolescents, Le Cap...) ;
- Fiche action n°7 : « Poursuivre le déploiement d'actions de prévention à destination des enfants et des jeunes » : la CC Sundgau participe déjà à la mise en avant des associations qui font de la prévention (Forum des associations, tout le Sundgau en piste, Semaine olympique des écoles...) ;
- Fiche action n°10 : « Développer des actions de prévention autour des violences faites aux femmes » : la CC Sundgau subventionne déjà l'Intervenante Sociale en Gendarmerie par exemple ;
- Fiche action n°11 : « Prévenir les cancers et accompagner les personnes malades ainsi que leurs proches » : action co-portée par la Ligue contre le Cancer (pour exemple la CC Sundgau a offert les panneaux espace sans tabac à chaque commune) ;
- Fiche action n°15 : « Mettre en place et communiquer sur les actions pour améliorer la qualité de l'air » : action co-portée par Atmo Grand Est. Coordination des actions avec le PCAET ;
- Fiche action n°16 : « Construire une stratégie territoriale visant à renforcer l'utilisation des mobilités douces » : la CC Sundgau est déjà engagée sur ce sujet ;
- Fiche action n°17 : « Améliorer la visibilité autour de l'offre de soins et de prévention présente sur le territoire » : la CC Sundgau a déjà pris en charge la conception et l'hébergement d'un annuaire Santé – Social – Solidarité du Sundgau ;
- Fiche action n°19 : « Favoriser l'accès géographique à l'offre de soins et de prévention » : Il s'agit de participer au développement de solutions pour faciliter l'accès aux soins et l'aller-vers (par exemple la mise en place d'un médico-bus ou autre...).

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve l'extension du Contrat Local de Santé à l'échelle des communautés de communes Sundgau et Sud Alsace Large.

Il autorise son Président à signer un avenant en ce sens et tous actes s'y rapportant.

19. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

BUREAU DU 16 MAI 2024

DCB-014-2024 Conclusion d'une convention de groupement de commande pour les travaux d'eau potable rue des vergers a Walheim. Le Bureau a décidé la conclusion d'une convention portant création d'un groupement de commandes avec la commune de Walheim dans le cadre des travaux de pose de 240 ml de canalisation eaux potable et la reprise des branchements jusqu'en limite de propriété rue des vergers. Il a approuvé les termes de la convention et a autorisé son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

DCB-015-2024 Attribution des travaux d'eau potable et assainissement vallée de l'ill. Le Bureau a décidé d'attribuer les marchés pour les travaux d'eau potable et assainissement vallée de l'ill aux entreprises suivantes :

- lot 1 - travaux d'assainissement rues des Coteaux, de la Paix, des Bleuets et des Œillets à Roppentzwiller à l'entreprise Encer pour un montant de 468 267,50 € HT, soit 561 921,00 € ttc ;
- lot 2 - travaux d'eau potable et d'assainissement rues de la gendarmerie et de Bâle à Durmenach à l'entreprise Eurovia pour un montant de 732 890,00 € HT, soit 879 468,00 € ttc la somme est répartie

- entre les travaux d'eau potable pour 160 004,50 € HT et les travaux d'assainissement pour 572 885,50 € HT ;
- lot 3 - travaux d'assainissement rues de l'Ecole et du Vignoble à Werentzhouse à l'entreprise Arkedia pour un montant de 288 605,26 € HT, soit 346 326,31 € TTC.

Il a approuvé les termes des marchés à conclure à cet effet et a autorisé son Président à signer ces marchés et tous actes s'y rapportant.

DCB-016-2024 Conclusion de nouveaux contrats de reprise. Le Bureau a décidé de conclure les nouveaux contrats de reprise des matériaux issus de la collecte sélective des emballages avec la société Paprec, tels que présentés ci-dessous :

Matières	Offre de reprise la plus performante			
	Repreneurs	Mercuriales	Valeur février 2024	Prix plancher
Acier	PAPREC	Usine nouvelle, E40 Moyenne France	160 €/t	100 €/t
Aluminium	PAPREC	Usine nouvelle, 65% UN N1368 Semaine 3	680 €/t	300 €/t
Petits alus	PAPREC		Prix fixe 0 €/t	Prix fixe 0 €/t
PCC	PAPREC		Prix fixe 15 €/t	Prix fixe 15 €/t
PCNC 5.02	PAPREC	Usine nouvelle 1.04 Moyenne France export	75 €/t	45 €/t
PET clair Q9	PAPREC	Usine nouvelle, Q0880	360 €/t	280 €/t
PET foncé Q8	PAPREC	Usine nouvelle, Q0802 « déchets de matières plastiques », PET coloré	130 €/t	80 €/t
Mixte PE-PP-PS	PAPREC	Usine nouvelle, Q0802 PE/PP - Code Q0883	90 €/t	60 €/t

Il a approuvé les termes des contrats à conclure à cet effet et a autorisé son Président à signer ces contrats et toutes pièces s'y rapportant.

BUREAU DU 6 JUIN 2024

DCB-017-2024 Actualisation de la demande de subventions pour l'installation d'une ombrière photovoltaïque et la désimperméabilisations du parking de la piscine intercommunale à Tagolsheim. Le Bureau a approuvé le plan de financement du projet d'installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de la piscine intercommunale et du terrain de tennis à Tagolsheim aux montants ci-dessous :

MONTANT SUBVENTIONNABLE (€ HT)	Région Grand Est	AERM	ETAT (D.E.T.R.)	COMMUNAUTE DE COMMUNES
861 121 € 100%	36 942,09 € 4,29 %	135 109,88 € 15,69 %	344 448,40 € 40,00 %	344 620,62 € 40,02 %

Il a sollicité l'aide de l'Etat au titre de la DETR au taux le plus élevé pour le projet susmentionné. Il a autorisé son Président à signer tous actes se rapportant à cette demande de subventions.

DECISIONS DU PRESIDENT

N°	DATE	OBJET
DGP-006-2024	28/05/2024	Conclusion d'une convention de servitude avec Madame SCHINDLER-PLEIGNET Anita à RAEDERSDORF
DGP-007-2024	13/06/2024	Conclusion d'une convention de servitude avec la société SAS EILS Emballages industriels logistique services

20. DIVERS- Mutualisation

Madame Madeleine GOETZ fait remonter les difficultés rencontrées pour obtenir l'intervention des agents du service mutualisé des espaces verts. Elle rappelle la convention signée entre la commune de Tagsdorf et la CCS, et l'importance pour la commune d'avoir accès à ce service de manière régulière en période de tonte. Elle demande des explications et surtout s'inquiète de la pérennité de ce service mutualisé.

Monsieur Jean-Marc METZ rappelle le contexte et le choix de l'ancienne Communauté de Communes de la Vallée de Hundsbach face à l'absence d'un service « espaces verts » sur ce secteur. La fusion a naturellement amené la CC Sundgau à pérenniser ce service. Il se veut rassurant face à l'inquiétude Mme GOETZ. Il n'est pas question de supprimer ce service mutualisé.

Le problème aujourd'hui est essentiellement lié aux aléas météorologiques avec une pluviométrie importante et une gestion des espaces verts plus compliquée mais aussi à un manque de personnel et des recrutements qui prennent du temps.

- Attribution de subvention à Sundgau Accompagnement

Monsieur Jean WEISENHORN, Président de l'association Sundgau Accompagnement, remercie chaleureusement la Communauté de communes pour son soutien financier au travers de l'attribution d'une subvention mais aussi pour son engagement envers les aînés du territoire et ainsi leurs garantir une égalité de traitement.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h00.

Altkirch, le 5 juillet 2024

Le Président
Gilles FREMIOT

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance




CG